

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 6 avril 2021

### **France Relance : il est urgent de faire atterrir les crédits vers les territoires urbains fragiles**

**L'AdCF - Intercommunalités de France, l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), France urbaine, Villes de France et Ville & Banlieue ont adressé un courrier commun au président de la République Emmanuel Macron, afin de porter à sa connaissance les difficultés rencontrées par les élus locaux pour accéder aux crédits de France Relance.**

Suite aux annonces du comité interministériel des villes (CIV) qui s'est tenu le 29 janvier 2021 à Grigny, les associations d'élus ont échangé avec le Premier ministre Jean Castex et son gouvernement au sujet des objectifs affichés et du contenu des mesures annoncées. Toutefois, les difficultés rencontrées par les élus locaux pour accéder aux crédits de France Relance sont encore nombreuses.

Sur le terrain, les comités départementaux de la politique de la ville peinent à se mettre en place, alors qu'ils conditionnent la mise en œuvre opérationnelle des mesures du CIV. Pourtant, la situation des habitants est de plus en plus préoccupante et « l'Appel du 14 novembre », signé par plus de 250 maires a rappelé l'extrême urgence qui prévaut, afin de venir en aide aux citoyens les plus fragiles et exposés aux conséquences de la crise sanitaire, économique et sociale.

A ce titre, **l'AdCF, l'AMF, France urbaine, Villes de France et Ville & Banlieue réitèrent au Chef de l'Etat leur demande qu'une cellule de suivi national placée auprès de Matignon puisse être mise en place dans les meilleurs délais pour mieux flécher et identifier les crédits vers les territoires urbains qui en ont le plus besoin.** L'abondement des Contrats de relance et de transition écologique (CRTE) est un sujet majeur, alors qu'ils ont vocation à accompagner les projets de territoires adoptés pour la mandature 2020-2026.

**Elles regrettent enfin une multiplication d'appels à projet et d'appels à manifestation d'intérêt (AMI) qui accroît les inégalités entre les territoires, lesquels n'ont pas tous les mêmes capacités d'ingénierie pour y répondre.**

**A nouveau, dans un esprit de dialogue, les associations d'élus sont prêtes à travailler, aux côtés du gouvernement, pour construire ensemble des réponses appropriées à ces enjeux de cohésion sociale et nationale, d'inclusion urbaine et républicaine.**

[Retrouvez le courrier commun](#)

### Contacts Presse

#### **AdCF**

Sandrine GUIRADO  
06 86 79 42 92  
[s.guirado@adcf.asso.fr](mailto:s.guirado@adcf.asso.fr)

#### **AMF**

Marie-Hélène GALIN  
01 44 18 13 59  
[marie-helene.galin@amf.asso.fr](mailto:marie-helene.galin@amf.asso.fr)

#### **France urbaine**

Benoît CORMIER  
06 40 86 45 38  
[b.cormier@franceurbaine.org](mailto:b.cormier@franceurbaine.org)

#### **Villes de France**

Adrian PHILIP  
06 31 55 25 13  
[adrian.philip@villesdefrance.fr](mailto:adrian.philip@villesdefrance.fr)

#### **Ville & Banlieue**

Sylvie THOMAS  
06 77 89 78 72  
[sylvie.thomas@ville-et-banlieue.org](mailto:sylvie.thomas@ville-et-banlieue.org)